

OVR - CH : Six mois d'activité

Six mois se sont écoulés depuis la mise sur pied de la nouvelle structure OVR-CH. C'est l'occasion de présenter les grandes lignes du développement de l'organisation et de l'activité déployée.

Effectif des membres

L'effectif a connu une progression remarquable depuis la création de l'Association; celle-ci compte à fin juin 105 membres : 48 collectifs (dont 10 communes) et 57 individuels.

Activités

Le Comité a tenu trois réunions qui ont permis d'organiser le travail. Il a notamment traité des moyens d'information à mettre en oeuvre ainsi que de divers problèmes administratifs avec la Roumanie, en particulier la question des visas (voir ci-dessous).

Information

L'information est une mission fondamentale de l'Association. Pour la remplir, l'instrument prioritaire est le bulletin qui se veut trimestriel. Cette publication est essentiellement dépendante des apports des membres, d'où l'importance que ceux-ci fassent part de leurs expériences et de leurs activités. Le Secrétariat demande dès lors instamment à ce qu'on lui communique tous voyages ou actions en Roumanie,

afin d'en rendre compte dans ce périodique.

Il est envisagé par ailleurs de rétablir le Télétex. Des démarches sont faites dans ce sens auprès de l'organisme qui l'assume, afin de préciser les modalités, notamment le coût. Il s'agira ensuite de trouver les moyens nécessaires à sa réalisation.

Relations avec la Confédération, l'Ambassade de Roumanie et l'OVR-International

La création de l'OVR-CH a été officiellement annoncée à M. le Conseiller fédéral F. Cotti ainsi qu'à l'Ambassade de Suisse à Bucarest. Parallèlement au message destiné à M. Cotti a été adressée au Département fédéral des Affaires étrangères une demande de soutien sous forme de subvention pour l'activité administrative de l'Association. Cet objet est actuellement à l'étude dans le service concerné.

Avec l'Ambassade de Roumanie à Berne, après notification de la création de l'OVR-CH, les relations ont essen-

tiellement porté sur l'octroi des visas pour les voyages de groupes suisses impliqués dans des projets d'assistance. Il y avait en effet des difficultés et disparités importantes dans le traitement de ces formalités qui nécessitaient une clarification.

Avec l'OVR-International (OVR-I) le contact a été repris, notamment lors d'une rencontre avec ses principaux responsables, MM. Paul Hermant, Président, et Daniel Wachtele, Directeur. On s'est mis d'accord sur une démarche progressive de rapprochement, dans le respect mutuel d'identité et de mission différentes mais complémentaires.

Premier bilan

Les grandes lignes des six mois d'activité présentées ci-dessus témoignent d'un bon départ de l'OVR-CH.

L'Association demeure en phase de rodage. Il lui faut encore un certain temps pour trouver son rythme de croisière et répondre aux objectifs fixés. Ceci dépend essentiellement des membres et de leur volonté de coopérer au succès de l'OVR.

Visas Roumanie-Suisse et Suisse-Roumanie

L'Association est intervenue auprès de l'Ambassade de Roumanie à Berne et du Département fédéral des Affaires étrangères à propos des visas tant pour les Suisses allant en Roumanie que pour les Roumains venant en Suisse, dans le cadre de l'Opération Villages Roumains.

Du **côté roumain**, le problème consiste essentiellement dans les disparités de coût des visas. L'Ambassade s'efforcera d'y remédier tout en soulignant, de son côté, le prix élevé des visas pratiqué à l'égard des Roumains souhaitant venir en Suisse.

Du **côté suisse**, en réponse à la remarque précédente, le Conseiller fédéral Cotti nous a fourni l'information suivante : « En ce qui concerne les visas pour les ressortissants roumains qui entrent en Suisse dans le cadre des échanges de votre association, il existe la possibilité d'acquiescer des visas collectifs, dont le coût est moins élevé. Je vous suggère de vous adresser à l'Office fédéral des Etrangers, compétent à cet égard. »

L'OVR-CH poursuivra ces efforts pour obtenir un statut satisfaisant en matière d'obtention des visas roumains.

Pour pouvoir intervenir avec efficacité, nous demandons à tous les membres de l'Association qui projettent un voyage en Roumanie de bien vouloir l'annoncer dès que possible au Secrétariat de l'OVR-CH afin que celui-ci puisse apporter son concours et son appui.

FOCUS EUROPE DE L'EST, BERNE, 18 juin

Nous relatons ci-après les principaux éléments de la rencontre organisée à Berne, le 18 juin, avec la Roumanie pour objet principal.

Les associations suisses engagées dans la coopération avec la Roumanie, les ONG et des hommes d'affaires souhaitant établir des relations dans ce pays étaient invités par le Département fédéral des Affaires étrangères/ Direction du Développement et de la Coopération (DDC) à participer à un "Spécial Roumanie", regroupant au total quelque 300 personnes. Traité en séance plénière le matin, le thème posait la question : "Un nouveau départ pour l'Europe du sud-est "Spécial Roumanie" - Que fait la Suisse? "

Dans un message général, M. Walter Fust, Ambassadeur, Directeur de la DDC, a exposé les "Objectifs de politique extérieure de la coopération suisse avec l'Europe du sud-est". Dans le cadre d'une réorientation, l'aide apportée par la Suisse à l'Est a connu un déplacement de ses priorités de l'Europe centrale vers l'Europe du sud-est, c'est-à-dire vers les Balkans. Dans ces pays, le revenu annuel par tête d'habitant avoisine les 600 francs en Albanie et en Bosnie, alors qu'en Roumanie, qui fait figure de leader régional, il se monte déjà à 3000 francs. La comparaison de ces chiffres avec les données concernant les Etats occidentaux permet de se faire une idée de l'ampleur des travaux de reconstruction à entreprendre dans cette région. L'aide suisse continuera à agir au niveau local et régional pour trouver des solutions et soutenir les efforts là où les protagonistes feront réellement preuve d'un engagement manifeste.

Le message de M. Teodor Mescanu, Ministre des Affaires étrangères de Roumanie, a été apporté par M. Botorog, Conseiller à l'Ambassade de Roumanie à Berne. On peut relever la volonté exprimée que la Roumanie agit en priorité pour son intégration dans les structures et les institutions européennes et euro-atlantiques. Des remerciements sont adressés à la Suisse pour l'assistance qu'elle accorde à la Roumanie dans la consolidation de l'Etat de droit et le passage à l'économie de marché.

Pour introduire son sujet sur les "Besoins prioritaires du dévelop-

pement économique roumain", le Professeur Andrey Roth, sociologue à l'Université de Cluj-Napoca, rappela les grands bouleversements sociaux qui, par deux fois, obligèrent les Roumains à apprendre le sens de l'expression "ancien régime": l'"ancien régime" d'avant la deuxième guerre mondiale et celui de la période communiste. Deux fois, les gens ont dû changer de mentalité afin de s'accommoder aux nouvelles réalités. Il leur reste à faire maintenant l'expérience de la démocratie, de l'économie et de la société de consommation. C'est donc une modernisation complète et radicale de l'économie, de la santé, du mode de vie et de la mentalité des gens qu'il faut à la Roumanie.

Parlant de "L'assistance financière de la Suisse aux pays d'Europe centrale et orientale - Bilan et perspectives: l'exemple roumain", M. Paul Obrist, Chef de la Division Soutien économique aux pays d'Europe centrale et orientale de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures (OFAEE), a précisé que la coopération se concentre sur des projets prioritaires dans les secteurs de l'environnement, de la santé et des infrastructures (énergie, transports, télécommunications). Une nouvelle tranche de 30 millions de francs a été débloquée en janvier de cette année. S'y ajoute une série de projets dans le domaine de la promotion du commerce et des investissements ainsi que de l'efficacité écologique en vue de concilier productivité industrielle et respect de l'environnement.

Des propos de M. Remo Gautschi, Vice-directeur de la DDC, Chef de la Coopération technique avec l'Europe de l'Est et la CEI, "Historique et nouvelles perspectives de la coopération technique avec la Roumanie", on retiendra la devise: "Du parrainage au partenariat, du projet isolé et ponctuel au programme cohérent". Il s'agit pour la Confédération d'intensifier son dialogue avec ses partenaires roumains pour cibler davantage l'aide sur les besoins. Un coordinateur ira donc renforcer, dès le mois d'août, l'équipe de l'Ambassade de

Suisse à Bucarest. Cet expert, M. Benoît Girardin, sera chargé de développer un programme tenant compte, d'une part, des priorités du pays et, d'autre part, des possibilités offertes par l'assistance technique et financière de la Confédération.

Passant à la pratique, M. Tiberiu Stef, ingénieur agronome, Directeur de la Fondation pour la promotion de l'agriculture et de l'économie agro-alimentaire (FAER), à Reghin (R), présenta l'exemple de la FAER pour illustrer "Les besoins et problèmes des ONG en Roumanie". Dias à l'appui, des réalisations de coopération rurale menées à bien avec l'aide de la Confédération et de différentes organisations à but non lucratif ont été décrites. L'orateur a insisté sur l'importance du soutien aux initiatives privées dans l'agriculture en général et dans le monde rural en particulier, un soutien qui doit s'étendre également aux entreprises artisanales transformant et distribuant les produits de la terre.

Préoccupé par "Le dilemme de la société agricole roumaine: la reprivatisation sans paysans", le Professeur Christian Giordano, sociologue à l'Université de Fribourg, affirme que la Roumanie est le pays des réformes agraires manquées, la majorité des terres ayant toujours, par le passé, été contrôlées par de gros propriétaires, souvent absents de leurs domaines. A ce jour, même si 95% des surfaces agricoles utiles ont été décollectivisées, aucune solution n'a été apportée à la "question agraire" roumaine depuis près d'un siècle et demi. Les dirigeants actuels sont donc confrontés à un défi colossal, qui ne peut être relevé que par une politique de réforme très vaste et réellement modernisatrice. Il s'agit de mettre en place une réforme qui ne se limitera pas à corriger les mauvaises orientations du socialisme, mais prendra également en compte les séquelles de la modernisation manquée des 85 premières années de l'indépendance roumaine. Renoncer à considérer le long terme reviendrait presque à laisser se poursuivre la tradition néfaste.

En conclusion de la séance plénière, M. Franz Blankart, Secrétaire d'Etat à l'OFAEE, fait le point sur le sujet "Etat de développement et cadre des relations économiques Suisse-Roumanie". La Roumanie avec vingt-trois millions d'habitants arrive en deuxième position parmi les pays d'Europe centrale et orientale. Les investisseurs suisses y occupent aujourd'hui le dixième rang. Les échanges tant vers la Suisse que vers la Roumanie ont bondi de 120% ces trois dernières années. Cet essor est dû notamment à la multiplication des accords et conventions englobant les deux pays. Parmi les efforts déployés pour intégrer davantage les anciennes économies planifiées dans l'Europe - et ainsi dans l'économie mondiale -, on note les accords d'association de l'Union européenne passés avec les pays d'Europe centrale et, pour la Suisse, les accords de libre-échange avec les pays de l'AELE. Il faut maintenant rassembler les zones de libre-échange qui se sont constituées en Europe au fil de ces dernières années (UE-Europe de l'Est, AELE-Europe de l'Est, ALECE (Association de libre-échange centre européen), pays baltes) en un vaste ensemble, afin de parvenir à exploiter mieux encore les avantages qu'offre le libre-échange. La situation économique s'est notablement stabilisée ces trois dernières années en Roumanie : début 1996, la part du privé au PIB avoisinait les 40%. La dénationalisation de quatre mille nouvelles entreprises est prévue. Un certain retard doit encore être comblé dans le domaine industriel, le secteur privé n'assurant pour l'instant que 16% de la production. Il reste en outre nécessaire d'introduire des améliorations structurelles par le biais de décisions visant à faire respecter les textes. Une nouvelle législation, comme la loi sur la concurrence entrée récemment en vigueur, ne laisse pas les investisseurs insensibles. Mais le climat s'améliore encore quand les textes, loin de rester lettre morte, deviennent effectivement appliqués dans leur esprit et dans le droit fil des buts recherchés.

L'après-midi fut consacré à des groupes de travail, à savoir:

Eco-efficience industrielle : Perspectives de coopération entre entreprises suisses et entreprises roumaines (Participation: A. Marcy, CEO World Environment Council, et P. Obrist, OFAEE).

A la question de savoir si c'est actuellement le bon moment pour démarrer ce genre de projets, la réponse a été favorable. Il faut assurer une utilisation plus écologique des ressources et profiter de la synergie Suisse-Roumanie. Par des joint ventures, des délocalisations peuvent être stimulées. Les participants ont regretté que les entrepreneurs n'aient aucun accès direct aux projets de la Confédération. Ils ont aussi éprouvé quelques difficultés à obtenir des réponses claires et précises à des questions concrètes.

Promotion des entreprises artisanales et de la petite industrie en Roumanie: 400 emplois nouveaux: encouragement et défi (Participation: Mario Brühlmann, Mission chrétienne à l'Est; Georges Dubi, consultant, chef de projet).

En Roumanie, les individus sont déçus et résignés. On se contente d'espérer une vie meilleure pour les jeunes et les enfants. Des emplois et des opportunités de formation doivent être créés. Pour y arriver, il faut stimuler l'initiative privée et le sens des responsabilités de la population en l'amenant à une nouvelle forme de pensée. L'organisation étatique n'aide pas au développement de l'initiative privée, elle le freine même.

Progrès ou stagnation? - L'agriculture privée en Roumanie et l'économie locale sur la voie de la production de marché (Participation: Leo Meyer, INTERREGIO/Entraide protestante/EPER).

On s'est demandé s'il est vraiment réaliste de construire une agriculture qui, à court terme, connaîtra les mêmes problèmes qu'en Occident. La Roumanie doit se prendre en main et son agriculture en fait partie. Il ne faut pas appliquer une politique d'exportation au rabais, mais se concentrer sur le marché intérieur. L'art de vivre et la dignité campagnarde doivent être revitalisés et soutenue la promotion de petites entreprises de transformation en amont et en aval. Les crédits d'investissement devraient également être facilités. La régionalisation n'intéresse pas les politiciens; quant aux fonctionnaires, ils craignent de perdre leur influence, voire leur emploi en cas de privatisation. Au sein de l'administration, la peur de perte de souveraineté est grande. La loi agraire doit absolument être mise en oeuvre. Le robinet des subventions doit être fermé pour

que l'économie privée se trouve sur un pied d'égalité.

Partenariat entre communes suisses et roumaines: Potentialité et frontières (Participation: Opération Villages Roumains (OVR), Coopération Suisse-Roumanie (CSR), Communes de Morges, Meyrin, Monthey et Belmont-sur-Lausanne).

Les communes suisses qui gèrent des projets, notamment d'adduction d'eau, sont souvent prises de court, à un moment ou un autre, parce que les projets les dépassent sur le plan technique ou/et financier. Diverses solutions sont choisies: avoir recours à des consultants qui prennent la direction des travaux, faire appel aux experts privés tout en gardant la haute main sur la réalisation des travaux. On se trouve aussi face à un blocage, sans trop savoir comment poursuivre. Il ne faut pas non plus imposer des travaux, mais faire naître l'expression des besoins, trouver le moyen de développer l'expérience propre à chacun. L'action des communes a le temps pour que les choses mûrissent sur place, que le parrainage devienne partenariat. En écoutant les Roumains sur place, on arrive à dégager leurs besoins, d'où l'importance de la qualité de la présence et de l'écoute pour forger le capital confiance.

Pour clore la journée, M. le **Conseiller fédéral Flavio Cotti**, Ministre des Affaires étrangères, a fait le point, à mi-parcours, de la mission de l'Organisation de Sécurité et de Coopération en Europe (OSCE), dont il assume cette année la présidence au nom de la Suisse. Il a insisté sur l'importance d'arriver à une paix durable en Bosnie-Herzégovine pour la stabilité de toute la région des Balkans, en particulier, et de tout le continent européen, en général.

Les organisateurs ont d'ores et déjà invités les participants au deuxième FOCUS qui devrait se tenir l'an prochain à la même période.

Les textes des discours prononcés en séance plénière peuvent être demandés au Secrétariat de l'OVR/CH.

MARLY-TUSNAD

Un portail de l'Est, une fenêtre sur l'Ouest: cadeau d'un portail transylvanien



Marly

Depuis le 4 mai 1996 un portail transylvanien embellit les jardins du Centre communautaire de la paroisse de Marly. En effet, nos amis de TUSNAD, en guise de remerciement pour l'aide technique apportée à l'Ecole No. 1, au dispensaire et aux habitants de TUSNAD pendant six ans ont décidé d'offrir ce merveilleux cadeau à la communauté de Marly. Un portail transylvanien mesure environ 5 m de large sur 5 m de haut. Il comprend une grande et une petite porte en bois, ainsi qu'un toit. Il est généralement sculpté. L'Association Amitié Marly-Tusnad (AAMT) a eu le grand plaisir d'accueillir une délégation de Tusnad du 1 au 6 mai 1996 et de renforcer les liens d'amitié.

Un portail transylvanien pour Marly

Le portail transylvanien embellit les jardins du Centre communautaire de la paroisse de Marly depuis le samedi 4 mai 1996.

Ce portail traditionnel transylvanien symbolise maintenant visiblement l'amitié entre Marly et Tusnad. Cette amitié existe depuis 6 ans malgré la barrière des langues et la distance qui sépare les deux communautés. Les liens sont renforcés.

En été 1994, lors de notre visite à Tusnad, Madame Valéria Chirila-Tanko, directrice de l'Ecole N° 1, et M. Imré Molnar, directeur de l'entreprise agricole NADOS, ont annoncé à notre délégation la généreuse idée d'offrir à Marly, en guise de remerciements pour l'aide technique apportée jusqu'à ce jour (installation d'un chauffage central de 51 radiateurs à l'Ecole N° 1, aide matérielle notamment au dispensaire), un traditionnel portail transylvanien en bois de chêne et de sapin. Ce portail devra consacrer l'amitié entre les habitants de MARLY et de TUSNAD.

Une année plus tard, en été 1995, le projet est concrétisé. Les amis

de Tusnad montrent à la même délégation de Marly une maquette de ce portail que deux jeunes artisans, MM. Csaba SZABO et Gabor KOVACS, charpentiers et sculpteurs sur bois, habitant Tusnad, ont créé. Nous sommes émerveillés. Ces mêmes artistes sont actuellement en train d'élaborer le portail que TUSNAD veut nous offrir. Nous avons à cette occasion la possibilité de voir des portails transylvaniens aux alentours de TUSNAD et dans d'autres villages, comme à SATU MARE, où il y a plus de trente portails traditionnels. Nous visitons le musée du château Mikó à Miercurea-Ciuc qui abrite des portails transylvaniens, érigés librement sur un terrain en tant que témoins culturels et monuments décoratifs.

De retour de nos voyages, il s'agissait pour le président de l'AAMT, M. J.-B. de Weck, de trouver à Marly, d'entente avec la paroisse ou la commune, un emplacement pour ce portail de TUSNAD. Bien que l'AAMT fût enchantée de recevoir ce portail, la recherche d'un bon emplacement a été laborieuse. Les dimensions du portail sont grandes, le nombre d'emplacements possibles est restreint. Finalement, le site est trouvé : il

s'agit du jardin du Centre communautaire de la paroisse. L'endroit précis se situe en bordure du trottoir de la route cantonale dans les premiers bosquets du jardin. Cette place ornementale est libre de toutes autres fonctions. Ainsi le portail reposera bien à cet endroit. Il fera écran et cadre entre la route et le jardin. Il sera très visible, aura un emplacement quasi authentique, puisqu'il sera en bordure de route. Mais, il figurera comme monument, signe d'accueil et d'hospitalité, et ne sera pas utilisé comme passage pour les personnes ou les véhicules. Il sera érigé librement, comme les portails transylvaniens que nous avons vus au musée du château Mikó à Miercurea-Ciuc. Il figurera comme témoignage de l'amitié entre Marly et Tusnad.

Réception des amis de Tusnad le 4 mai 1996 et bénédiction du portail transylvanien

Le 4 mai 1996, le village de Marly a accueilli la délégation de Tusnad dans les jardins du Centre communautaire de la paroisse de Marly. Une fête populaire a été organisée l'après-midi avec lancer de ballons, vente de boissons et de sandwiches. Il y avait des traducteurs qui ont facilité le dialogue. Une célébration, dirigée par

Monsieur le curé A. Voisard, à l'Église paroissiale de Marly a précédé la bénédiction du portail transylvanien.

Le portail transylvanien est symbole de l'accueil. Il dit au voyageur: «je vous attends toujours»! Le toit est partie intégrante, il protège. On peut discuter sous le portail, puisqu'il y a un toit. La petite et la grande porte, l'une pour les personnes, l'autre pour les chars de foin et les boeufs, démontrent la fonctionnalité de ce portail. Chaque portail transylvanien est unique, symbole de la nature, des fleurs, des oiseaux. Les ornements torsadés indiquent l'infini, donc la présence de Dieu. C'est un symbole de spiritualité.

Monsieur Mihai Botorog, chargé d'affaires de Roumanie en Suisse, Monsieur le Conseiller d'Etat Augustin Macheret, Monsieur Jean Meylan, président de l'OVR-Suisse, les autorités communales et paroissiales de Marly, la délégation de Tusnad, les délégations des sociétés villageoises de Marly et les membres de l'Association Amitié Marly-Tusnad ont été conviés au repas de fête servi à l'Hôtel de la Croix-Blanche à Marly, au terme de la bénédiction du portail.

Madame Valéria Chirila-Tanko, Directrice de l'Ecole N°1 de Tusnad, a dit à la conférence de presse, organisée pour cette occasion: «Le lien avec Marly constitue en effet pour nous un ancrage à l'Europe qui nous était interdit auparavant. Un portail de l'Est, une fenêtre sur l'Ouest».

Evolution des autres projets

En ce qui concerne le nouveau chauffage central de l'Ecole N° 1

de Tusnad, offert par la communauté de Marly, comprenant une chaudière de Dietrich en fonte type CF 509 GE, 117 kW au bois, 51 corps de chauffe tubulaires en acier, pompe de circulation et réglage, conçus et livrés par l'entreprise HERTLING S.A. à Fribourg, ainsi que l'installation des sanitaires, conçue par l'entreprise SCHORNOZ Frères S.A. à Marly, Madame Valéria Chirila-Tanko nous dit : «Le chauffage fonctionne très bien. Nous l'utilisons avec grande attention. Mon fils sait le manoeuvrer. Tout fonctionne parfaitement: les sanitaires et le chauffage aussi.»

L'AAMT s'est toujours préoccupée du problème de la santé publique à Tusnad. Elle a entretenu des contacts privilégiés avec les médecins de TUSNAD, qui depuis 1991 malheureusement se succèdent à une cadence rapide. Les jeunes médecins ne veulent plus rester dans les villages. Ils cherchent des places dans les villes. Ils quittent les dispensaires des villages dès que se présente une occasion. Ceci vaut aussi pour Tusnad. Nous venons de recevoir une lettre de Madame Ida Both de Miercurea-Ciuc, médecin attitrée à Tusnad. Elle nous donne une liste de médicaments et d'appareils médicaux dont elle aurait besoin. Monsieur le docteur Georges Schubiger, médecin à Marly et membre du comité de l'AAMT, analyse ses requêtes et conduira les opérations dans ce domaine.

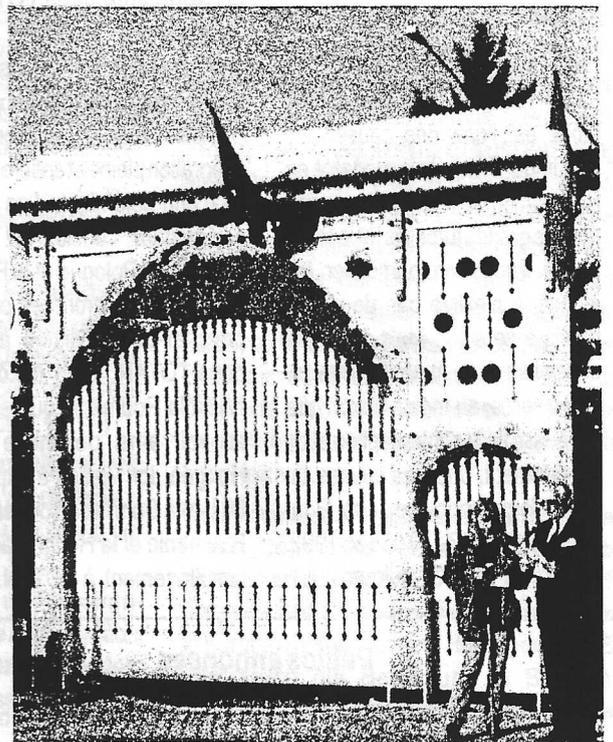
Conclusions

La réception du portail transylvanien, signe d'accueil et d'hospitalité, au mois de mai 1996 a été le point culminant de l'activité de notre Association AAMT depuis sa création. L'installation du portail témoigne d'un lien d'amitié très solide qui existe depuis six ans. Ce parrainage entre Marly et Tusnad est en train de se développer de plus en plus vers un vrai partenariat.

Pour l'Association Amitié
Marly-Tusnad (AAMT)

Le secrétaire:

J.-F. Emmenegger



Allers-retours

Périodique d'information générale sur la situation en Roumanie et en ex-Yougoslavie (dix numéros). Abonnement annuel : CHF 36.- auprès du Secrétariat OVR-CH.

Roumanie : Nouvelles générales

Politique : L'heure de l'alternance ?

La défaite électorale de l'ancien champion de tennis Ilie Nastase dans la course à la mairie de Bucarest aura été le symbole de la déroute du parti au pouvoir lors des élections municipales de juin. Selon l'opposition, c'est le signe que l'heure de l'alternance a sonné, et qu'elle peut remporter les élections générales prévues en novembre. Beaucoup d'observateurs se montrent pourtant plus prudents. En 1992 déjà, l'opposition avait été victorieuse aux municipales, surtout dans les grandes villes. Mais quelques mois plus tard, Ion Iliescu et son parti avaient gagné, en particulier grâce au vote rural.

Les ravages du tabac

La consommation croissante du tabac est l'une des causes les plus importantes de la mortalité en Roumanie. 30% des Roumains sont de grands fumeurs, et le tabagisme frappe en particulier les jeunes. Il n'existe pas de chiffre précis à ce sujet. Mais selon les spécialistes, la mortalité due au tabac serait, au moins autant que la hausse de la contraception et de l'avortement, une des causes du recul démographique. Les Roumains étaient 22'810'035 en 1992. Ils sont 22'650'000 aujourd'hui.

SIDA

Autre triste record : celui qui concerne les cas de SIDA chez des enfants de moins de 13 ans. Ils sont 3'368, soit le nombre record du sida pédiatrique en Europe. La plupart d'entre eux avaient contracté le virus par transfusion de sang dans les orphelinats.

Salaires moyens et revendications

Le mois de juin a été jalonné de manifestations et de revendications syndicales demandant une hausse des salaires qui correspond à l'inflation. Actuellement, si l'on en croit l'agence Reuter, le salaire mensuel moyen est de 100 dollars.

La Roumanie dans l'OTAN ?

La Roumanie avait été un des premiers pays de l'Est à signer le «partenariat pour la paix» avec l'OTAN. Mais la question d'une intégration pleine et entière fait l'objet d'une polémique. Les experts occidentaux considèrent que la Hongrie, la Pologne et la République tchèque seront les premiers pays ex-communistes à entrer dans l'OTAN. Cela ne convient pas à la Roumanie qui refuse de se voir ainsi devancée par la Hongrie. Ion Iliescu a exprimé le 26 juin à Bonn son souhait que la Roumanie et la Hongrie adhèrent simultanément à l'OTAN.

Rumänien : Allgemeine Nachrichten

Politik : Zeit für den Wechsel?

Die Wahlniederlage des früheren Tennismeisters Ilie Nastase im Rennen zum Bürgermeister von Bukarest anlässlich der Kommunalwahlen im Juni wurde zum Symbol des Zusammenbruchs der Machtpartei. Die Opposition meint nun es sei ein Zeichen dafür, dass die Zeit für den Wechsel geschlagen hat und sie im November die allgemeinen Wahlen gewinnen kann. Manche Beobachter sind jedoch vorsichtiger. Bereits im Jahre 1992 hatte die Opposition an den Kommunalwahlen gesiegt, vor allem in den Gross-Städten. Einige Monate später hatten Ion Iliescu und seine Partei den Sieg errungen, vor allem dank der Stimmen der ländlichen Bevölkerung.

Die Schaden des Tabaks

Der steigende Tabakkonsum ist eine der häufigsten Todesursache in Rumänien. 30% der Rumänen sind grosse Raucher, und die Rauchsucht trifft vor allem die Jungen. Es gibt keine genauen Zahlen dazu. Gemäss Spezialisten wäre die Stärblichkeit, die dem Tabak zuzuschreiben ist, mindestens eine so schwerwiegende Ursache für den demographischen Rückgang wie die Steigerung der Empfängnisverhütung und der Abtreibung. Die Rumänen waren 1992 22'810'035; heute sind sie 22'650'000.

AIDS

Noch ein trauriger Rekord: derjenige, der die Aidsfälle bei Kindern unter 13 Jahren betrifft. Sie sind 3'368, also die Rekordzahl für den peditrischen Aid in Europa. Die meisten unter ihnen haben sich Aids in den Waisenhäusern bei Bluttransfusionen zugezogen.

Durchschnittslohn und Forderungen

Der Monat Juni war reich an gewerkschaftlichen Demonstrationen und Forderungen. Verlangt wurden der Inflation angepasste Lohnverbesserungen. Nach Meldung der Agentur Reuter beträgt der Durchschnittsmonatslohn heute 100 dollars.

Beitritt Rumäniens zur NATO?

Rumänien war eines der ersten Länder Osteuropas, das das «Partenariat für den Frieden» mit der NATO unterschrieb. Die Frage einer vollständigen Integration gibt Anlass zur Polemik. Die westlichen Experten sind der Meinung, dass Ungarn, Polen und die Tschechische Republik die ersten ex-kommunistischen Länder sind, die der NATO beitreten werden. Unbefriedigt weigert sich Rumänien dagegen von Ungarn überholt zu werden. Ion Iliescu hat am 26. Juni in Bonn den Wunsch geäußert Rumänien und Ungarn sollten der NATO gleichzeitig beitreten.

Petites annonces

Pour vos voyages en Roumanie:
Minibus à louer
8 places, Mitsubishi, 4 WD
A. Oneyser, 021 864 58 16

Moulin à farine à donner

A. Oneyser, 021 864 58 16

Contribution à des projets

Le Comité OVR de la Commune de Denges/VD poursuit deux projets d'aide en Roumanie:

- Orphelinat de Nasaud, prov. de

Bistrita: modernisation des sanitaires

- Ecole de Bradeni, prov. de Sibiu: équipement d'une ludothèque

Sont invités à contribuer à la poursuite de ces projets, des Comités OVR disposant de moyens qui ont provisoirement ou définitivement suspendu leurs actions.

Alain Golay, 021 802 14 12.

Kleine anzeigen

Reisen nach Rumänien:

Minibus zu vermieten,
8 Plätze, Mitsubishi, 4 WD
A. Oneyser, 021 864 58 16

Mehlmühle zu verschenken

A. Oneyser, 021 864 58 16

Beteiligung an Projekten

Das OVR-Komitee der Gemeinde Denges/VD führt in Rumänien zwei Hilfsprojekte durch:

- Waisenhaus Nasaud, Provinz

Bistrita: Modernisierung der sanitären Einrichtungen;

- Schule von Bradeni, Provinz Sibiu: Aufbau einer Ludothek.

OVR-Komitees, die Ihren Einsatz in Rumänien provisorisch oder definitiv eingestellt haben, jedoch über einige Mittel verfügen, wird die Möglichkeit geboten sich an diesen Projekten zu beteiligen.

Alain Golay, 021 802 14 12

FOCUS OSTEUROPA, BERN, 18. Juni

Nachstehend wiedergeben wir eine Zusammenfassung der wichtigsten Elemente des Treffens vom 18. Juni in Bern, dessen Hauptthema Rumänien war.

Die in der Zusammenarbeit mit Rumänien engagierten Vereinigungen, die NGO und Geschäftsleute wurden vom Eidg. Departement für auswärtige Angelegenheiten/Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit (DEZA) an eine Tagung «Brennpunkt Rumänien» eingeladen, die ca. 300 Personen versammelte. Das am Vormittag in der Plenarsitzung behandelte Thema stellte die Frage: **«Südosteuropa im Aufbruch - Brennpunkt Rumänien - Was tut die Schweiz?»**

In einer allgemeinen Botschaft referierte Botschafter Walter Fust, Direktor der DEZA, über die **«Aussenpolitischen Zielsetzungen der schweizerischen Zusammenarbeit mit Südosteuropa»**. Im Rahmen einer Neuorientierung der schweizerischen Osthilfe wird die Priorität von Mitteleuropa nach Südosteuropa, also dem Balkan verlagert.

Die **Grussbotschaft** von Herrn Teodor Melescanu, Minister für auswärtige Angelegenheiten Rumäniens wurde von Herrn Botorog, Botschaftsrat bei der Rumänischen Botschaft in Bern überbracht.

Als Einführung zum **Thema «Die prioritären Bedürfnisse der wirtschaftlichen Entwicklung Rumäniens»** erinnerte Professor Andrey Roth, Soziologe an der Universität Cluj-Napoca (R), an historische Fakten, die die Lage in Rumänien erklären. Rumänien brauche nun dringend eine totale und radikale Modernisierung der Wirtschaft, des Gesundheitswesens, der Lebensart und der Mentalitäten.

Paul Obrist, Leiter des Dienstes für Wirtschaftsmassnahmen für Mittel- und Osteuropa/ Bundesamt für Aussenwirtschaft, sprach von der **«Finanziellen Zusammenarbeit der Schweiz mit den mittel- und osteuropäischen Ländern - Bilanz und Aussichten. Das Beispiel Rumänien»**. Er erklärte, dass die Zusammenarbeit sich vor allem auf Projekte im Bereich der Umwelt, der Gesundheit und Infrastrukturen (Energie, Transport, Fernmeldewesen) konzentrieren wird.

Von den Ausführungen von Remo Gautschi, Vizedirektor der DEZA, Leiter der Abteilung für Zusammenarbeit mit Osteuropa und der GUS, zu den **«Geschichten und Perspektiven der technischen Zusammenarbeit mit Rumänien»** kann das Motto « von der Partnerschaft zur Partnerschaft - Vom isolierten, punktuellen Projekt zum kohärenten Programm » erwähnt werden. Zur Praktika übergehend präsentierte Ing. agr.

Tiberiu Stef, Direktor Stiftung zur Förderung der Landwirtschaft und der Lebensmittelwirtschaft (FAER), Reghin (R), anhand von Dias, ausgeführte Projekte zugunsten der regionalen Landwirtschaft als Veranschaulichung der **«Bedürfnisse und Probleme der nicht-gouvernementalen Organisationen»**.

Vom **«Dilemma der rumänischen Landwirtschaft : die Reprivatisierung ohne Bauern»** besorgt, versichert Professor Christian Giordano, Soziologe an der Universität Fribourg, Rumänien sei das Land der verfehlten Agrarreformen. Sollte Rumänien auch diesmal auf eine langfristige Perspektive verzichten, dann sei die Fortsetzung der unheilvollen Tradition praktisch gesichert.

Zum Schluss der Plenarsitzung erklärte Staatssekretär Franz Blankart, Bundesamt für Aussenwirtschaft, den **«Stand und die Rahmenbedingungen der schweizerisch-rumänischen Wirtschaftsbeziehungen»**. Er erwähnt verschiedene Freihandelszonen, die zur Intensivierung der Handelsbeziehungen und einer verbesserten Struktur im Handelsverkehr geführt haben.

Am Nachmittag teilten sich die Teilnehmer in vier Workshops auf.

Industrial «eco-efficiency»: Perspektiven der Zusammenarbeit zwischen schweizerischen und rumänischen Unternehmen (Experten: Antony G. Marcy, CEO World Environment Council, und Paul Obrist, BAWI)

Zur Frage, ob es nun der richtige Zeitpunkt sei, um diese Art Projekte einzuleiten war die Antwort ja. Eine umweltschonendere Ausnutzung der Mittel muss gesichert werden.

Förderung von Gewerbe und Kleinindustrie in Rumänien: 400 neue Arbeitsplätze - Anreiz und Herausforderung (Experten: Mario Brühlmann, Chr. Ostmission, Georges Dubi, Projektleiter)

Arbeitsplätze und Bildungsmöglichkeiten müssen geschaffen werden. Dazu muss die Privatinitiative gefördert werden. Die Leute müssen das Pflichtbewusstsein, das zu einer neuen Denkform führt, lernen.

Fortschritt oder Stagnation? Rumäniens private Landwirtschaft und lokale Wirtschaft auf dem Weg zur Marktproduktion (Experte: Leo Meyer, INTERREGIO/Hilfswerke der Evang. Kirchen der Schweiz/HEKS)

Rumänien muss sich in die Hand nehmen und

die Landwirtschaft gehört dazu. Man muss sich auf den Binnenmarkt konzentrieren. Die Landwirtschaft muss revitalisiert, die Würde der Lebensart wieder hergestellt werden. Vor- und nachgelagerte Betriebe müssen gefördert werden. Leider zeigen die Politiker kein Interesse für die Regionalisierung, die Beamten befürchten, ihre Stelle zu verlieren. Souveränitätsangst ist gross. Der Subventionshahn muss geschlossen werden damit die Privatwirtschaft auf gleicher Ebene ist.

Partnerschaften zwischen schweizerischen und rumänischen Gemeinden: Potentiale und Grenzen (Experten: Opérations Villages Roumains (OVR), Coopération Suisse-Roumanie (CSR), Gemeinden Morges, Meyrin, Monthey und Belmont-sur-Lausanne)

Oft sind die Schweizer Gemeinden, die Projekte, vor allem im Bereich Wasser, durchführen, früher oder später mit technischen und/oder finanziellen Problemen konfrontiert, die sie übersteigen. Verschiedene Lösungen werden dann gewählt: das Projekt an Betriebsberater übergeben, private Experten beiziehen und die Projektleitung weiterhin sichern. Projekte können auch total blockiert werden. Die Wünsche und Bedürfnisse der Rumänen müssen berücksichtigt werden. Die Aktion der Gemeinden verfügt über die notwendige Zeit damit Partnerschaften zu Partnerschaften ausreifen können und die realen Bedürfnisse sich abzeichnen. Die Qualität des Zuhörens und der Anwesenheit ist bei der Herstellung des nötigen Vertrauenskapitals entscheidend.

Zum Schluss der Tagung berichtete Bundesrat Flavio Cotti, zum Thema **«Halbzeit der schweizerischen OSZE-Präsidentschaft (Organisation für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa) in Bosnien und Herzegowina»**. Er unterstrich die Bedeutung in Bosnien-Herzegowina einen dauerhaften Frieden herzustellen. Auf dem Spiel stehen nicht nur die dortigen Interessen, sondern die Stabilität und Zukunftsaussichten der ganzen Region, des ganzen südosteuropäischen Raumes sowie letzten Endes von ganz Europa, und damit auch unsere eigenen Interessen.

Die Organisatoren haben die Teilnehmer bereits zu einem zweiten FOCUS eingeladen. Die Veranstaltung soll nächstes Jahr zum gleichen Zeitpunkt stattfinden.

Die Texte der Reden in der Plenarsitzung stehen beim OVR/CH-Sekretariat zur Verfügung.

OVR-CH : sechs Monate in Aktion

Seit der Gründung einer neuere OVR-CH-Struktur sind sechs Monate vergangen: Zeit für eine allgemeine Darlegung der Entwicklung der Organisation und der entfalteteten Tätigkeit.

Zahl der Mitglieder der Vereinigung

Seit der Gründung der Vereinigung hat die Mitgliederzahl eine erfreuliche Steigerung erlebt. Ende Juni zählt man 105 Mitglieder: 48 Kollektiv- (darunter 10 Gemeinden) und 57 Einzelmitglieder.

Tätigkeiten

Der Vorstand traf sich drei Mal. So konnte die Arbeit organisiert werden. Unter anderem wurden die möglich anwendbaren Informationsmittel sowie diverse administrative Probleme mit Rumänien (s. unten die Frage der Visa) behandelt.

Information

Die Information ist eine grundlegende Aufgabe der Vereinigung. Das prioritäre Instrument, um sie zu erfüllen, ist das voraussichtlich vierteljährlich erscheinende Bulletin «Le Réseau». Diese Publikation hängt vorwiegend von den redaktionellen Beiträgen der Mitglieder ab. Es ist also sehr wichtig, dass sie über ihre Erfahrungen und Tätigkeiten berichten. Das Sekretariat ist für die Meldung von sämtlichen Reisen und Aktionen in Rumänien, die die Leser von «Le Réseau» interessieren können, dankbar.

Besprechungen sind im Gange, um den Teletext wieder herzustellen. Über Bedingungen und Kosten wird mit dem zuständigen Unternehmen gegenwärtig verhandelt. Die nötigen Mittel für die Ausführung müssen dann noch gefunden werden.

Beziehungen mit der Bundesverwaltung, der Rumänischen Botschaft und OVR-International.

Die Gründung von OVR-CH wurde Bundesrat Flavio Cotti und der Schweizerischen Botschaft in Bukarest offiziell angekündigt. Gleichzeitig wurde dem Eidgenössischen Departement für auswärtige Angelegenheiten ein Gesuch für eine Unterstützung in Form von einer Subvention für die administrative Tätigkeit der OVR-CH gestellt. Dieser Antrag wird gegenwärtig vom zuständigen Dienst geprüft.

Nach der Anzeige der Gründung einer Vereinigung OVR-CH haben sich die Austausch mit der Rumänischen Botschaft in Bern vorwiegend auf die Erteilung der Visa für Schweizer Gruppen mit Hilfsprojekten bezogen. In der Tat waren Schwierigkeiten aufgetaucht infolge ungleicher Behandlung dieser Formalität, die dringend abgeklärt werden mussten.

Mit OVR-International wurde anlässlich eines Treffens mit den Verantwortlichen, Präsident Paul Hermant und Direktor Daniel Wachtelet, Kontakt aufgenommen. Man einigte sich auf Annäherungsschritte in gegenseitiger Achtung der eigenen Identität und der unterschiedlichen, wenn auch ergänzenden Aufgaben.

Erstes Fazit

Die in grossen Zügen dargestellte Tätigkeit der erste sechs Monate zeugt von einem erfreulichen Start für OVR-CH. Die Vereinigung steht weiterhin in der Entwicklungsphase. Schnellstens muss aber die Reisegeschwindigkeit erreicht werden und damit das Ver-

mögen, den gesetzten Zielen gerecht zu werden. Das Ergebnis hängt vorwiegend von den Mitgliedern und ihrem Wille, am Erfolg der OVR-CH beizutragen ab.

Visa Rumänien-Schweiz - Schweiz-Rumänien

Die OVR-CH ist in Sache Visa für Reisende, die im Rahmen von OVR-CH in die Schweiz oder nach Rumänien reisen, bei der Rumänischen Botschaft und dem Eidgenössischen Departement für auswärtige Angelegenheiten interveniert.

Aus **rumänischer Seite** besteht das Problem vor allem in den ungleichen Preisen der Visa. Die Botschaft wird sich bemühen, der Sache abzuhelpfen. Erwähnt wird aber auch der hohe Preis der Schweizer Visa für die Rumänen, die in die Schweiz kommen wollen.

Aus **Schweizer Seite** hat Bundesrat Flavio Cotti auf vorgehende Bemerkung folgende Information gegeben: «In Bezug auf Visa haben rumänische Staatsangehörige, die im Rahmen der Austausch Ihrer Vereinigung in die Schweiz kommen, die Möglichkeit Kollektiv-Visa zu niedrigeren Kosten zu erwerben. Ich rate Ihnen, sich an das diesbezüglich kompetente Bundesamt für Ausländerfragen zu wenden.»

Damit wir uns wirksam einsetzen können raten wir den Mitgliedern der OVR-CH, die eine Reise nach Rumänien planen, sich beim Sekretariat zu melden. Es wird die Gesuche unterstützen, unter anderem mit der Bestätigung der OVR-CH Angehörigkeit.